

Unité départementale de l'Oise  
Z.A. de la Vatine  
283, rue de Clermont  
60000 Beauvais

Beauvais, le 11/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **EDILIANS**

9 rue des usines  
60850 Saint-Germer-De-Fly

Références : CAR-R/319/25-AC/MC  
Code AIOT : 0005106848

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2025 dans l'établissement EDILIANS implanté Le Chêne Notre DameLe Champ Fournier Le Bois du Défait 60650 Ons-en-Bray. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EDILIANS
- Le Chêne Notre DameLe Champ Fournier Le Bois du Défait 60650 Ons-en-Bray
- Code AIOT : 0005106848
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société EDILIANS exploite une carrière d'argile sur la commune d'Ons-en-Bray au lieu-dit Chêne-Notre-Dame.

Cette carrière a été autorisée par arrêté du 22 août 2013.

**Contexte de l'inspection :**

- Plainte

**Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 22/08/2013, article IV.3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant est conscient des problématiques de matières en suspension dans ses rejets aqueux et expérimente une station de traitement des eaux par floculation-coagulation.

Les valeurs sont encore légèrement au dessus des valeurs limites de rejet, et il est demandé à l'exploitant sous un mois d'y remédier.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/08/2013, article IV.3	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets dans l'eau	
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pendant l'exploitation, les eaux météoriques accumulées dans l'excavation seront relevées dans deux bassins de décantation et régulation, adaptés, avant rejet contrôlé dans le fossé longeant le chemin communal, à l'est du site. [...] La capacité du bassin décanteur régulateur est d'au moins 1200m <sup>3</sup> , celle du bassin décanteur est de 370m <sup>3</sup> . Avant rejet dans le fossé existant, les eaux décantées transitent par un filtre à paille dans le fossé épurateur enherbé. [...] Les eaux rejetées, dont la qualité devra être compatible avec le milieu récepteur salmonicole, respectent les paramètres suivants :	
Paramètres	Valeurs
Température	<30°C

DCO	<125mg/l
DBO5	<3mgO2/l
pH	de 6 à 8.5
MES	<25mg/l
Débit maximal	19m3/h

#### Constats :

L'exploitant a indiqué qu'un nouveau système de traitement a été mis en place sur le site. Ce traitement consiste en une station de floculation et coagulation permettant de faire baisser fortement les MES dans les rejets aqueux.

Cette installation est mise en place depuis le 29 avril 2025 suite à des problématiques de rejets en forte teneur en MES sur le site. L'exploitant a indiqué que l'argile de cette carrière est très longue à décanter naturellement, et qu'un système de traitement différent de celui défini dans l'arrêté semblait nécessaire.

Une analyse de turbidité est réalisée quotidiennement par l'exploitant, ce qui permet d'ajuster la station de traitement.

L'exploitant a présenté en inspection une analyse de la société EUROFINS pour un prélèvement réalisé le 25 avril 2025. Ce rapport indique une valeur de 29mg/l de MES pour une valeur limite d'émission à 25.

**Non-conformité (faits modérés) :** les rejets aqueux présentent un dépassement en matières en suspension.

**Il est également rappelé à l'exploitant que si le mode de traitement à l'essai est pérennisé sur site, un porter à connaissance doit être réalisé afin de présenter le système, son efficacité et mettre à jour les prescriptions de l'arrêté préfectoral du site.**

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant sous un mois de faire baisser la teneur en matières en suspension de son rejet aqueux pour revenir sous les valeurs autorisées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois